

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 6 juli 2023.

Art. 3. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 6 juli 2023.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44777]

13 JUILLET 2023. — Décret relatif à la gestion des risques et des crises par la Région wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° arrêté royal du 22 mai 2019 : l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et à la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national;

2° crise : un événement dangereux ponctuel qui par sa nature ou ses conséquences affecte directement ou indirectement l'exercice des compétences de la Région wallonne, menace ses intérêts et services essentiels, requiert des décisions urgentes et exige une coordination des actions du Gouvernement et des services publics régionaux;

3° gestion du risque : processus cyclique visant à identifier les risques, dans le but de les prévenir et de s'y préparer, de gérer les crises en résultant, de contribuer à un retour à la normale après celles-ci, et d'en tirer les enseignements;

4° culture du risque : les connaissances et les pratiques qui permettent aux individus et aux organisations d'agir préventivement et de réagir efficacement face à un risque et des menaces et d'en limiter les dommages;

5° PRGC : le plan régional de gestion de crise visé à l'article 6;

6° planification d'urgence : la planification d'urgence, telle que définie à l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 22 mai 2019;

7° situation d'urgence : une situation d'urgence, telle que définie à l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 22 mai 2019;

8° autorités compétentes : autorités compétentes en matière de planification d'urgence et de gestion des situations d'urgence, à savoir au niveau national celles prévues par l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national et, au niveau local, celles prévues par l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 22 mai 2019;

9° disciplines : les services identifiés par le chapitre III de l'arrêté royal du 22 mai 2019;

10° services publics régionaux : les services du Gouvernement wallon, les organismes visés à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et les gestionnaires de réseaux de gaz et d'électricité;

11° événement dangereux : la matérialisation d'un danger ou d'un aléa susceptible du fait de ses conséquences de conduire à une situation de crise ou d'urgence;

12° compétences régionales : compétences exercées par la Région wallonne conformément à la Constitution et à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ainsi que les compétences dont l'exercice est transféré à la Région wallonne par une autre entité;

13° Règlement général sur la protection des données : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

14° période de rétablissement : la période définie à l'article 40 de l'arrêté royal du 22 mai 2019.

Art. 2. Le présent décret détermine les obligations de la Région wallonne en matière de gestion des risques et des crises qui relèvent du champ de ses compétences et son appui aux autorités compétentes dans le cadre de la planification d'urgence et de la gestion des situations d'urgence à l'échelon national ou local. A ce titre, il ne porte pas préjudice aux autres dispositions légales qui visent à mettre en place des outils de prévention des risques et des crises et d'en permettre une gestion optimale.

CHAPITRE 2. — *Gestion et culture du risque*

Art. 3. Le Gouvernement prend les dispositions nécessaires en vue d'organiser l'implication de la Région wallonne dans le cycle de gestion du risque, à savoir :

1° en matière d'identification et de connaissance des risques :

a) élaborer une analyse régionale des risques telle que visée à l'article 5;

b) participer à l'évaluation nationale des risques trouvant leur origine dans un secteur relevant de sa compétence;

2° en matière de prévention des risques :

a) organiser une veille pour détecter l'apparition de nouveaux risques relevant de ses compétences ou pouvant menacer ses intérêts et services essentiels;

b) prendre des mesures visant à réduire la vulnérabilité, l'exposition et la probabilité des risques connus, sur la base de l'analyse des risques visée à l'article 5;

3° en matière de préparation et d'anticipation :

a) organiser une permanence à destination des services publics régionaux, des autorités compétentes, et des disciplines;

b) élaborer et tenir à jour un cadastre des moyens régionaux mobilisables en cas de crise;

c) élaborer, tester et actualiser des procédures sectorielles et un plan faitier régional de gestion de crise conformément à l'article 6;

d) activer, en cas de menace d'un événement dangereux, des cellules d'expertise (CELEX) thématiques ayant pour mission de réaliser l'évaluation intégrée d'un risque spécifique et d'en anticiper les conséquences, dans les domaines relevant de la compétence de la Région wallonne;

4° en matière de gestion de crise :

a) alerter et informer :

– les services publics régionaux en cas de crise, d'événement dangereux ou de situations d'urgence nécessitant un appui régional;

– les autorités compétentes et les disciplines en cas d'événement dangereux susceptible d'impliquer la mise en oeuvre de leurs prérogatives en matière de planification et de gestion de situations d'urgence;

b) activer et coordonner les procédures de gestion d'événements dangereux contenues dans le PRGC;

c) assurer un appui régional dans le cadre de l'évaluation et de la gestion des situations d'urgence par les autorités compétentes, conformément à l'article 6;

5° assurer la coordination des services publics régionaux et le lien avec les autres entités pendant la période de rétablissement consécutive à une situation d'urgence;

6° organiser des processus d'apprentissage nécessaires en vue d'améliorer la gestion des risques relevant de ses compétences.

Art. 4. Dans le but d'améliorer structurellement la gestion des risques, la Région wallonne promeut l'établissement et l'entretien d'une culture du risque.

A cette fin, le Gouvernement :

1° établit un centre de connaissance régional en matière d'expertise du risque;

2° collabore avec les autorités compétentes, les disciplines, le secteur de l'éducation, le secteur associatif et la société civile pour développer la culture du risque sur son territoire;

3° soutient des actions visant à :

a) améliorer les connaissances et conscientiser aux risques;

b) prévenir les risques et se préparer à faire face aux crises;

c) tirer les enseignements des crises et catastrophes pour améliorer la gestion des risques;

d) entretenir la mémoire des crises;

e) établir des réseaux d'acteurs publics et privés.

Le soutien visé à l'alinéa 2, 3°, peut consister en l'octroi de subventions.

CHAPITRE 3. — *Analyse des risques et préparation à la crise*

Art. 5. Au plus tard neuf mois après l'entrée en vigueur du présent décret, une analyse des risques pouvant affecter les compétences de la Région wallonne est élaborée par le Gouvernement afin de faciliter la gestion des risques et des crises.

Cette analyse contient, à tout le moins :

1° un état des lieux des principaux enjeux sociaux, environnementaux et économiques en Région wallonne;

2° un répertoire des risques, identifiés en collaboration avec les services publics régionaux et les autorités compétentes, qui peuvent affecter spécifiquement les domaines de compétence de la Région wallonne;

3° une analyse de l'impact potentiel de ces risques sur les domaines de compétence de la Région wallonne et de l'état de préparation de la Région wallonne face à ceux-ci;

4° des recommandations en matière de gestion des risques par les services publics régionaux.

L'analyse des risques visée à l'alinéa 1^{er} est actualisée au minimum tous les deux ans ou à l'initiative du Gouvernement.

L'analyse des risques est communiquée au Parlement wallon.

Art. 6. Au plus tard dix-huit mois après l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement adopte un Plan Régional de Gestion de Crise, en abrégé PRGC.

Le PRGC ne modifie pas et ne porte pas préjudice aux plans et mesures adoptés conformément à d'autres dispositions décrétales et réglementaires.

Le PRGC contient au minimum :

1° la liste des plans, des procédures, et instructions mis en oeuvre par les services publics régionaux pour gérer les risques, assurer la continuité de service et gérer les crises relevant du domaine de compétence de la Région wallonne;

2° une procédure générale décrivant au niveau des services publics régionaux : les responsabilités, les chaînes d'alerte et de communication, et les dispositifs de coordination;

3° les modalités concertées de collaboration des services publics régionaux avec les autorités compétentes en matière de planification d'urgence et de gestion des situations d'urgence et les disciplines, en ce compris les modalités d'articulation du PRGC avec les plans d'urgence élaborés par ces autorités compétentes, étant entendu que le PRGC ne porte pas préjudice au contenu de ces derniers;

4° l'identification et les coordonnées des interlocuteurs de référence pour la gestion des risques et des crises relatives aux compétences de la Région wallonne.

Le Gouvernement tient les informations du PRGC à jour et assure sa publication et sa diffusion.

Le PRGC est actualisé au minimum une fois par législature ou à l'initiative du Gouvernement.

CHAPITRE 4. — *Collaborations*

Art. 7. La Région wallonne collabore de façon coordonnée et concertée avec les autorités compétentes et les disciplines dans le cadre de l'évaluation des risques, de la planification d'urgence, de la gestion des situations d'urgence et de la période de rétablissement, à l'échelon national ou local.

Dans cette optique, le Gouvernement prend les dispositions pour :

- 1° assurer un point de contact régional unique pour les autorités compétentes;
- 2° collaborer à l'évaluation au niveau national des risques en lien avec ses compétences;
- 3° à la demande des autorités compétentes, assurer une représentation de la Région wallonne au sein des cellules de sécurité, des comités de coordination ou cellules de crise;
- 4° offrir un appui et une expertise aux autorités compétentes et aux disciplines en cas de situations d'urgence qui concernent des compétences régionales;
- 5° contribuer dans sa sphère de compétence à la période de rétablissement;
- 6° contribuer et collaborer aux initiatives de formation et d'apprentissage.

Art. 8. Le Gouvernement prend les dispositions nécessaires pour transmettre d'initiative, selon des modalités concertées, aux autorités compétentes et aux disciplines concernées territorialement toutes informations relatives à un risque ou alertes relatives à un événement dangereux relevant de ses compétences et dont il a connaissance.

CHAPITRE 5. — *Banque de données et traitement de données à caractère personnel*

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement crée et tient à jour une banque de données sécurisée contenant les données de contact des personnes physiques et groupements avec lesquels la Région wallonne doit interagir dans le cadre des articles 3, 3° et 4°, 6, alinéa 3, 4°, et 8 et qui y présentent un intérêt légitime.

Au sens de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par :

1° intérêt légitime : intérêt qu'a une personne ou un groupement (institution, service public, entreprise, fédération interprofessionnelle et association) à être contacté par la Région wallonne ou à consulter la banque de données visée à l'alinéa 1^{er} pour prévenir les risques ou gérer les crises soit en exécution de sa responsabilité légale dans le domaine de la planification d'urgence ou de la gestion de situations d'urgence, soit du fait de son domaine d'activité ou de compétences;

2° les données de contact des personnes physiques :

- a) nom;
- b) prénoms;
- c) fonction;
- d) numéro de téléphone et numéro de mobile;
- e) adresse électronique fonctionnelle ou générique, ou à défaut personnelle;

3° les données de contact des groupements :

- a) dénomination;
- b) adresse du siège social : rue, numéro, boîte, code postal, localité;
- c) numéro de téléphone et numéro de mobile;
- d) adresse électronique fonctionnelle ou générique;
- e) personne légalement autorisée à engager le groupement : nom, prénoms, fonction, numéro de téléphone et de mobile, adresse électronique fonctionnelle ou générique, ou à défaut personnelle;
- f) personne de contact du groupement : nom, prénoms, fonction, numéro de téléphone et de mobile, adresse électronique fonctionnelle ou générique, ou à défaut personnelle.

§ 2. Les données sont conservées durant maximum 6 ans à dater du jour de leur enregistrement, sauf s'il apparaît, à l'issue de ce délai, qu'elles sont toujours nécessaires à l'exercice des missions visées au paragraphe 1^{er}. Cet examen s'opère, autant de fois que nécessaire et au minimum tous les 2 ans.

Les données sont supprimées dès qu'il est porté à la connaissance du Gouvernement qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exercice des missions visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement désigne le responsable du traitement des données visées au paragraphe 1^{er} du présent article, au sens de l'article 4, 7), du Règlement général sur la protection des données, de ses propres données ainsi que de celles qu'il reçoit.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 juillet 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1372 (2022-2023) N°s 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 juillet 2023.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44777]

13. JULI 2023 — Dekret über das Risiko- und Krisenmanagement durch die Wallonische Region (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1. — *Definitionen und Anwendungsbereich*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Königlicher Erlass vom 22. Mai 2019: der Königliche Erlass vom 22. Mai 2019 über die Noteinsatzplanung und die Bewältigung von Notsituationen auf kommunaler und provinzieller Ebene und über die Rolle der Bürgermeister und der Provinzgouverneure bei Krisenereignissen und in Krisensituationen, die eine Koordinierung oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern;

2° Krise: ein punktuell gefährliches Ereignis, das aufgrund seiner Art oder seiner Folgen direkt oder indirekt die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region beeinträchtigt, ihre wesentlichen Interessen und Dienste bedroht, dringende Entscheidungen erfordert und eine Koordinierung der Maßnahmen der Regierung und der regionalen öffentlichen Dienste erfordert;

3° Risikomanagement: zyklischer Prozess zur Identifizierung von Risiken, mit dem Ziel, diese vorzubeugen und sich auf sie vorzubereiten, die daraus resultierenden Krisen zu bewältigen, zur Rückkehr zur Normalität nach diesen Krisen beizutragen und aus ihnen Lehren zu ziehen;

4° Risikokultur: das Wissen und die Praktiken, die Einzelpersonen und Organisationen ermöglichen, präventiv zu handeln und wirksam auf Risiken und Bedrohungen zu reagieren und deren Schaden zu begrenzen;

5° RPKM: der in Artikel 6 genannte regionale Plan für das Krisenmanagement;

6° Noteinsatzplanung: die Noteinsatzplanung gemäß Artikel 1 Ziffer 4 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019;

7° Notsituation: die Notsituation gemäß Artikel 1 Ziffer 3 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019;

8° zuständige Behörden: die für die Noteinsatzplanung und das Management von Notsituationen zuständigen Behörden, d. h. auf nationaler Ebene die im Königlichen Erlass vom 31. Januar 2003 zur Festlegung des Noteinsatzplans für Krisenereignisse und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern, vorgesehenen Behörden und auf lokaler Ebene die in Artikel 1 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 vorgesehenen Behörden;

9° Disziplinen: die in Kapitel III des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 bestimmten Dienste;

10° regionale öffentliche Dienste: die Dienste der Wallonischen Regierung, die in Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters genannten Einrichtungen und die Betreiber von Gas- und Elektrizitätsnetzen;

11° Gefährliches Ereignis: das Auftreten einer Gefahr oder eines Risikos, dessen Folgen zu einer Krisen- oder Notsituation führen können;

12° Regionale Zuständigkeiten: Zuständigkeiten, die von der Wallonischen Region gemäß der Verfassung und dem Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ausgeübt werden, sowie die Zuständigkeiten, deren Ausübung von einer anderen Gebietskörperschaft auf die Wallonische Region übertragen wird;

13° Datenschutz-Grundverordnung: die Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);

14° Zeitraum der Wiederherstellung: der in Artikel 40 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 festgelegte Zeitraum.

Art. 2. Mit dem vorliegenden Dekret werden die Verpflichtungen der Wallonischen Region im Bereich des Risiko- und Krisenmanagements, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, sowie ihre Unterstützung der zuständigen Behörden im Rahmen der Noteinsatzplanung und des Managements von Notsituationen auf nationaler oder lokaler Ebene festgelegt. In dieser Hinsicht lässt es andere gesetzliche Bestimmungen unberührt, die darauf abzielen, Instrumente zur Risiko- und Krisenprävention einzuführen und ein optimales Risiko- und Krisenmanagement zu ermöglichen.

KAPITEL 2. — *Risikomanagement und Risikokultur*

Art. 3. Die Regierung trifft die notwendigen Vorkehrungen, um die Beteiligung der Wallonischen Region am Zyklus des Risikomanagements zu organisieren, und zwar:

1° in Bezug auf die Identifizierung und Kenntnis der Risiken:

- a) Ausarbeitung einer regionalen Risikoanalyse im Sinne von Artikel 5;
- b) Beteiligung an der nationalen Bewertung der Risiken, die ihren Ursprung in einem in ihren Zuständigkeitsbereich fallenden Sektor haben;

2° in Bezug auf die Risikoprävention:

- a) Organisation einer Überwachung, um das Auftreten neuer Risiken zu erkennen, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen oder ihre wesentlichen Interessen und Dienste bedrohen könnten;
- b) Ergreifen von Maßnahmen zur Verringerung der Anfälligkeit, Exposition und Wahrscheinlichkeit bekannter Risiken auf der Grundlage der Risikoanalyse nach Artikel 5;

3° in Bezug auf die Vorbereitung und die Vorwegnahme:

- a) Organisation eines Bereitschaftsdienstes für regionale öffentliche Dienste, zuständige Behörden und Disziplinen;
- b) Ausarbeitung und Aktualisierung eines Katasters der im Krisenfall mobilisierbaren regionalen Mittel;
- c) Entwicklung, Test und Aktualisierung von sektorspezifischen Verfahren und eines regionalen Rahmenplans für das Krisenmanagement;
- d) im Falle der Bedrohung durch ein gefährliches Ereignis Aktivierung thematischer Expertenbüros (CELEX), deren Aufgabe es ist, eine integrierte Bewertung eines spezifischen Risikos vorzunehmen und dessen Folgen in den Bereichen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, vorwegzunehmen;

4° in Bezug auf das Krisenmanagement:

- a) Warnung und Information:
 - der regionalen öffentlichen Dienste im Falle einer Krise, eines gefährlichen Ereignisses oder von Notsituationen, die eine regionale Unterstützung erfordern;
 - der zuständigen Behörden und Disziplinen im Falle eines gefährlichen Ereignisses, das die Anwendung ihrer Befugnisse im Bereich der Planung und des Managements von Notsituationen erforderlich machen könnte;
- b) Aktivierung und Koordinierung der im RPKM enthaltenen Verfahren zur Bewältigung von gefährlichen Ereignissen;
- c) Gewährleistung einer regionalen Unterstützung bei der Bewertung und Bewältigung von Notsituationen durch die zuständigen Behörden gemäß Artikel 6;

5° Sicherstellung der Koordination der regionalen öffentlichen Dienste und die Verbindung zu anderen Gebietskörperschaften während des Zeitraums der Wiederherstellung nach einer Notsituation;

6° Organisation der notwendigen Lernprozesse, um das Risikomanagement in ihrem Zuständigkeitsbereich zu verbessern.

Art. 4. Mit dem Ziel, das Risikomanagement strukturell zu verbessern, fördert die Wallonische Region den Aufbau und die Pflege einer Risikokultur.

Zu diesem Zweck ergreift die Regierung folgende Maßnahmen:

- 1° Einrichtung eines regionalen Wissenszentrums im Bereich der Risikoexpertise;
- 2° Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden, den Disziplinen, dem Bildungssektor, dem Vereinswesen und der Zivilgesellschaft, um die Risikokultur auf ihrem Gebiet zu entwickeln;
- 3° Unterstützung von Maßnahmen, die darauf abzielen,
 - a) den Wissensstand zu verbessern und das Bewusstsein für Risiken zu schärfen;
 - b) Risiken vorzubeugen und sich auf Krisen vorzubereiten;
 - c) aus Krisen und Katastrophen zu lernen, um das Risikomanagement zu verbessern;
 - d) das Gedenken an Krisen aufrechterhalten;
 - e) Netzwerke von öffentlichen und privaten Akteuren aufzubauen.

Die in Absatz 2 Ziffer 3 genannte Unterstützung kann in der Gewährung von Zuschüssen bestehen.

Kapitel 3 - Risikoanalyse und Krisenvorbereitung

Art. 5. Spätestens neun Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets wird von der Regierung eine Analyse der Risiken, die die Zuständigkeitsbereiche der Wallonischen Region betreffen können, erstellt, um das Risiko- und Krisenmanagement zu erleichtern.

Diese Analyse enthält zumindest:

- 1° eine Bestandsaufnahme der wichtigsten sozialen, ökologischen und wirtschaftlichen Herausforderungen in der Wallonischen Region;
- 2° ein Verzeichnis der in Zusammenarbeit mit den regionalen öffentlichen Diensten und den zuständigen Behörden ermittelten Risiken, die sich speziell auf die Zuständigkeitsbereiche der Wallonischen Region auswirken können;
- 3° eine Analyse der potenziellen Auswirkungen dieser Risiken auf die Zuständigkeitsbereiche der Wallonischen Region und der Bereitschaft der Wallonischen Region, sich auf diese Risiken einzustellen;
- 4° Empfehlungen für das Risikomanagement durch die regionalen öffentlichen Dienste.

Die in Absatz 1 erwähnte Risikoanalyse wird mindestens alle zwei Jahre oder auf Initiative der Regierung aktualisiert.

Die Risikoanalyse wird dem Wallonischen Parlament mitgeteilt.

Art. 6. Spätestens achtzehn Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedet die Regierung einen regionalen Plan für das Krisenmanagement, abgekürzt RPKM.

Der RPKM ändert und beeinträchtigt nicht die Pläne und Maßnahmen, die gemäß anderen Dekret- und Verordnungsbestimmungen verabschiedet wurden.

Der RPKM enthält mindestens:

1° die Liste der Pläne, Verfahren und Anweisungen, die von den regionalen öffentlichen Diensten umgesetzt werden, um die Risiken zu bewältigen, die Kontinuität des Dienstes zu gewährleisten und Krisen zu bewältigen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen;

2° ein allgemeines Verfahren, das auf Ebene der regionalen öffentlichen Dienste die Verantwortlichkeiten, die Warn- und Kommunikationsketten und die Koordinierungsmechanismen beschreibt;

3° die abgestimmten Modalitäten der Zusammenarbeit der regionalen öffentlichen Dienste mit den für die Noteinsatzplanung und das Management von Notsituationen zuständigen Behörden und Disziplinen, einschließlich der Modalitäten der Verknüpfung des RPKM mit den von diesen zuständigen Behörden erstellten Noteinsatzplänen, wobei der RPKM den Inhalt dieser letzteren nicht beeinträchtigt;

4° die Identifizierung und die Kontaktdaten der Ansprechpartner für das Risiko- und Krisenmanagement in Bezug auf die Zuständigkeiten der Wallonischen Region.

Die Regierung hält die Informationen des RPKM auf dem neuesten Stand und sorgt für seine Veröffentlichung und Verbreitung.

Der RPKM wird mindestens einmal pro Legislaturperiode oder auf Initiative der Regierung aktualisiert.

KAPITEL 4. — Zusammenarbeit

Art. 7. Die Wallonische Region arbeitet auf koordinierte und abgestimmte Weise mit den zuständigen Behörden und Disziplinen im Rahmen der Risikobewertung, der Noteinsatzplanung, des Managements von Notsituationen und des Zeitraums der Wiederherstellung auf nationaler oder lokaler Ebene zusammen.

Vor diesem Hintergrund trifft die Regierung Vorkehrungen, um:

1° eine einzige regionale Kontaktstelle für die zuständigen Behörden bereitzustellen;

2° bei der nationalen Risikobewertung im Zusammenhang mit ihren Zuständigkeiten mitzuwirken;

3° auf Antrag der zuständigen Behörden eine Vertretung der Wallonischen Region innerhalb der Sicherheitsbüros, der Koordinierungsausschüsse oder der Krisenstäbe zu gewährleisten;

4° den zuständigen Behörden und Disziplinen im Falle von Notsituationen, die regionale Zuständigkeiten betreffen, Unterstützung und Fachwissen anbieten;

5° in ihrem Zuständigkeitsbereich ihren Beitrag während der Wiederherstellung leisten;

6° zu Ausbildungs- und Lerninitiativen beitragen und daran mitarbeiten.

Art. 8. Die Regierung trifft die notwendigen Vorkehrungen, um aus eigener Initiative und nach abgestimmten Modalitäten den zuständigen Behörden und den territorial betroffenen Disziplinen alle Informationen über ein Risiko oder Warnungen vor einem gefährlichen Ereignis, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen und von denen sie Kenntnis hat, zu übermitteln.

KAPITEL 5. — Datenbank und Verarbeitung personenbezogener Daten

Art. 9. § 1. Die Regierung erstellt und unterhält eine gesicherte Datenbank mit den Kontaktdaten der natürlichen Personen und Vereinigungen, mit denen die Wallonische Region im Rahmen der Artikel 3 Ziffer 3 und 4, 6, Absatz 3 Ziffer 4, und 8 interagieren muss und die ein berechtigtes Interesse daran haben.

Im Sinne von Absatz 1 ist zu verstehen unter:

1° berechtigtes Interesse: Interesse einer Person oder Vereinigung (Institution, öffentlicher Dienst, Unternehmen, überbetrieblicher Verband und Verein), von der Wallonischen Region kontaktiert zu werden oder die in Absatz 1 genannte Datenbank zu konsultieren, um Risiken vorzubeugen oder Krisen zu bewältigen, entweder in Erfüllung ihrer gesetzlichen Verantwortung im Bereich der Noteinsatzplanung oder der Bewältigung von Notsituationen oder aufgrund ihres Tätigkeits- oder Zuständigkeitsbereichs;

2° Kontaktdaten von natürlichen Personen:

a) Name;

b) Vornamen;

c) Funktion;

d) Telefonnummer und Mobiltelefonnummer;

e) Funktionale oder allgemeine E-Mail-Adresse oder, falls nicht vorhanden, persönliche E-Mail-Adresse;

3° Kontaktdaten von Vereinigungen:

a) Bezeichnung;

b) Anschrift des Gesellschaftssitzes: Straße, Hausnummer, Postfach, Postleitzahl, Ort;

c) Telefonnummer und Mobiltelefonnummer;

d) Funktionale oder allgemeine E-Mail-Adresse;

e) die Person, die rechtlich befugt ist, die Vereinigung zu verpflichten: Name, Vornamen, Funktion, Telefon- und Mobiltelefonnummer, funktionale oder allgemeine E-Mail-Adresse oder, falls nicht vorhanden, eine persönliche E-Mail-Adresse;

f) Kontaktperson der Vereinigung: Name, Vornamen, Funktion, Telefon- und Mobiltelefonnummer, funktionale oder allgemeine E-Mail-Adresse oder, falls nicht vorhanden, eine persönliche E-Mail-Adresse.

§ 2. Die Daten werden für maximal sechs Jahre ab dem Tag ihrer Erfassung aufbewahrt, es sei denn, nach Ablauf dieser Frist stellt sich heraus, dass sie für die Ausübung der in Paragraph 1 genannten Aufgaben weiterhin erforderlich sind. Diese Überprüfung erfolgt so oft wie nötig, mindestens aber alle zwei Jahre.

Die Daten werden gelöscht, sobald der Regierung zur Kenntnis gebracht wird, dass sie für die Ausübung der in Paragraf 1 genannten Aufgaben nicht mehr erforderlich sind.

§ 3 Die Regierung bestimmt den Verantwortlichen für die Verarbeitung der in Paragraf 1 des vorliegenden Artikels genannten Daten im Sinne von Artikel 4, 7) der Datenschutz-Grundverordnung, ihrer eigenen Daten sowie der Daten, die sie erhält.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 13. Juli 2023.

Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,
P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,
C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,
C. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen,
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,
C. TELLIER

—————
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1372 (2022-2023) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 13. Juli 2023.

Diskussion

Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44777]

13 JULI 2023. — Decreet betreffende het risico- en crisisbeheer door het Waalse Gewest (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK . — *Begripsomschrijving en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° koninklijk besluit van 22 mei 2019: het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

2° crisis: een eenmalige gevaarlijke gebeurtenis die door haar aard of gevolgen rechtstreeks of onrechtstreeks de uitoefening van de bevoegdheden van het Waalse Gewest beïnvloedt, haar essentiële belangen en diensten bedreigt, dringende beslissingen vereist en de coördinatie van de acties van de Regering en de gewestelijke overheidsdiensten vereist;

3° risicobeheer: een cyclisch proces om risico's te identificeren, met als doel ze te voorkomen en zich erop voor te bereiden, de daaruit voortvloeiende crisissen te beheersen, bij te dragen tot een terugkeer naar de normaliteit na de crisissen en ervan te leren;

4° risicocultuur: de kennis en praktijken die individuen en organisaties in staat stellen preventief te handelen en doeltreffend te reageren op risico's en bedreigingen en de schade die ze veroorzaken te beperken;

5° PRGC : het gewestelijk plan voor crisisbeheer bedoeld in artikel 6;

6° noodplanning: de noodplanning zoals gedefinieerd in artikel 1, 4° van het koninklijk besluit van 22 mei 2019;

7° noodsituatie: een noodsituatie, zoals gedefinieerd in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 22 mei 2019;

8° bevoegde overheden: de overheden belast met de planning en het beheer van noodsituaties, namelijk op nationaal niveau, deze voorzien in het koninklijk besluit van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor de crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen en, op lokaal niveau, deze voorzien in artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 22 mei 2019;

9° disciplines: de diensten bedoeld in hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 22 mei 2019;

10° gewestelijke overheidsdiensten: de diensten van de Waalse Regering, de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en de beheerders van het gas- en elektriciteitsnet;

11° gevaarlijke gebeurtenis: het optreden van een gevaar of van een risico dat door zijn gevolgen waarschijnlijk tot een crisis of noodsituatie zal leiden;

12° gewestelijke bevoegdheden: bevoegdheden uitgeoefend door het Waalse Gewest overeenkomstig de Grondwet en de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, alsook de bevoegdheden waarvan de uitoefening door een andere entiteit aan het Waalse Gewest wordt overgedragen;

13° Algemene verordening gegevensbescherming: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

14° nazorgperiode: de periode bepaald in artikel 40 van het koninklijk besluit van 22 mei 2019.

Art. 2. Dit decreet bepaalt de verplichtingen van het Waalse Gewest inzake risico- en crisisbeheer die onder zijn bevoegdheid vallen en zijn steun aan de bevoegde overheden in het kader van de noodplanning en het beheer van noodsituaties op nationaal of lokaal niveau. In dit opzicht doet het geen afbreuk aan andere wettelijke bepalingen die tot doel hebben risico- en crisispreventie-instrumenten in te voeren en een optimaal beheer ervan mogelijk te maken.

HOOFDSTUK 2. — *Risicobeheer en -cultuur*

Art. 3. De Regering neemt de nodige maatregelen om de betrokkenheid van het Waalse Gewest bij de risicobeheercyclus te organiseren, namelijk :

1° met betrekking tot de identificatie en de kennis van de risico's:

- a) een gewestelijke risicoanalyse als bedoeld in artikel 5 opstellen;
- b) deelnemen aan de nationale beoordeling van risico's die hun oorsprong vinden in een sector die onder haar bevoegdheid valt;

2° met betrekking tot de risicopreventie:

a) een waakzaamheid organiseren om nieuwe risico's op te sporen die onder haar bevoegdheid vallen of die haar essentiële belangen en diensten kunnen bedreigen;

b) maatregelen nemen om de kwetsbaarheid, de blootstelling en de waarschijnlijkheid van bekende risico's te verminderen, op basis van de in artikel 5 bedoelde risicoanalyse;

3° met betrekking tot paraatheid en anticipatie :

- a) een permanentie voor gewestelijke overheidsdiensten, bevoegde overheden en disciplines organiseren;
- b) een register opstellen en bijhouden van gewestelijke middelen die kunnen worden ingezet in geval van een crisis;
- c) sectorale procedures en een gewestelijk overkoepelend plan voor crisisbeheer ontwikkelen, testen en bijwerken overeenkomstig artikel 6;
- d) in geval van dreiging van een gevaarlijke gebeurtenis, thematische expertise-cellen (CELEX) activeren die tot taak hebben een geïntegreerde beoordeling van een specifiek risico uit te voeren en anticiperen op de gevolgen ervan, in de gebieden waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is;

4° met betrekking tot crisisbeheer :

- a) de volgende diensten waarschuwen en informeren :
 - de gewestelijke overheidsdiensten in het geval van een crisis, gevaarlijke gebeurtenis of noodsituatie waarvoor een gewestelijke steun nodig is;
 - de bevoegde overheden en disciplines in het geval van een gevaarlijke gebeurtenis die de uitvoering van hun prerogatieven inzake planning en beheer van noodsituaties kan impliceren;
- b) de procedures voor het beheer van gevaarlijke gebeurtenissen in het PRGC activeren en coördineren;
- c) regionale steun verlenen voor de beoordeling en het beheer van noodsituaties door de bevoegde overheden, overeenkomstig artikel 6;

5° de coördinatie van de gewestelijke overheidsdiensten en de contacten met andere entiteiten tijdens de nazorgperiode na een noodsituatie;

6° de nodige leerprocessen organiseren om het beheer van de risico's waarvoor hij verantwoordelijk is, te verbeteren.

Art. 4. Om het risicobeheer structureel te verbeteren, bevordert het Waalse Gewest de invoering en instandhouding van een risicocultuur.

Daartoe wordt de Regering belast met de volgende taken :

- 1° ze richt een gewestelijk kenniscentrum voor risico-expertise op;
- 2° ze werkt samen met de bevoegde overheden, disciplines, de onderwijssector, de vrijwilligerssector en de civiele maatschappij om een risicocultuur op haar grondgebied te ontwikkelen;
- 3° ze ondersteunt initiatieven die tot doel hebben :
 - a) de kennis te verbeteren en het bewustzijn van risico's te vergroten;
 - b) risico's te voorkomen en zich voor te bereiden op crisissen;
 - c) van crisissen en rampen te leren om het risicobeheer te verbeteren;

- d) de herinnering aan crisissen levend te houden;
- e) netwerken van publieke en private actoren op te bouwen.

De steun bedoeld in het tweede lid, 3°, kan bestaan uit de toekenning van subsidies.

HOOFDSTUK 3. — *Risicoanalyse en crisisparaatheid*

Art. 5. Uiterlijk negen maanden na de inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering een analyse gemaakt van de risico's die de bevoegdheden van het Waalse Gewest kunnen beïnvloeden, teneinde het risico- en crisisbeheer te vergemakkelijken.

Deze analyse bevat op zijn minst :

- 1° een inventaris van de belangrijkste sociale, ecologische en economische problemen in het Waalse Gewest;
- 2° een lijst van risico's, geïdentificeerd in samenwerking met de gewestelijke overheidsdiensten en bevoegde overheden, die een specifieke impact kunnen hebben op de bevoegdheidsdomeinen van het Waalse Gewest;
- 3° een analyse van de mogelijke impact van deze risico's op de bevoegdheidsdomeinen van het Waalse Gewest en van de paraatheid van het Waalse Gewest om ze het hoofd te bieden;
- 4° aanbevelingen over risicobeheer door gewestelijke overheidsdiensten.

De in lid 1 bedoelde risicoanalyse wordt ten minste om de twee jaar of op initiatief van de Regering bijgewerkt.

De risicoanalyse wordt meegedeeld aan het Waalse Parlement.

Art. 6. Uiterlijk achttien maanden na de inwerkingtreding van dit decreet stelt de Regering een Gewestelijk Plan voor crisisbeheer, afgekort PRGC, vast.

Het PRGC doet geen afbreuk aan plannen en maatregelen die zijn aangenomen in overeenstemming met andere decretale en reglementaire bepalingen.

Het PRGC bevat minstens:

- 1° de lijst van de plannen, procedures en instructies die door de gewestelijke overheidsdiensten worden toegepast om de risico's te beheren, de continuïteit van de dienstverlening te verzekeren en de crisissen te beheersen die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen;
- 2° een algemene procedure die op het niveau van de gewestelijke overheidsdiensten de verantwoordelijkheden, de waarschuwings- en communicatieketens en de coördinatiemechanismen beschrijft;
- 3° de overeengekomen modaliteiten voor samenwerking tussen de gewestelijke overheidsdiensten en de overheden die bevoegd zijn voor de planning en het beheer van noodsituaties en de betrokken disciplines, met inbegrip van de modaliteiten voor afstemming van het PRGC op de door deze overheden opgestelde noodplannen, met dien verstande dat het PRGC de inhoud van deze laatste onverlet laat;

4° de identificatie en contactgegevens van de referentiecontactpersonen voor risico- en crisisbeheer met betrekking tot de bevoegdheden van het Waalse Gewest.

De Regering houdt de informatie in het PRGC actueel en zorgt ervoor dat het gepubliceerd en verspreid wordt.

Het PRGC wordt minstens een keer per legislatuur of op initiatief van de Regering bijgewerkt.

HOOFDSTUK 4. — *Samenwerking*

Art. 7. Het Waalse Gewest werkt op een gecoördineerde en overlegde manier samen met de bevoegde overheden en disciplines in het kader van risicobeoordeling, noodplanning, rampenbeheersing en de nazorgperiode, op nationaal of lokaal niveau.

Daartoe neemt de Regering maatregelen om :

- 1° te zorgen voor één gewestelijk aanspreekpunt voor de bevoegde autoriteiten;
- 2° mee te werken aan de nationale evaluatie van risico's die verband houden met haar bevoegdheden;
- 3° op verzoek van de bevoegde overheden, het Waalse Gewest te vertegenwoordigen in veiligheidscellen, coördinatiecomités of crisiscellen;
- 4° ondersteuning en expertise te bieden aan de bevoegde overheden en disciplines bij noodsituaties waarbij regionale bevoegdheden betrokken zijn;
- 5° bij te dragen tot de nazorgperiode binnen haar bevoegdheid;
- 6° bij te dragen tot en samen te werken aan initiatieven op het vlak van opleiding en stages.

Art. 8. De Regering neemt de nodige maatregelen om op eigen initiatief en volgens overeengekomen modaliteiten alle informatie betreffende een risico of waarschuwingen in verband met een gevaarlijke gebeurtenis die onder haar bevoegdheid vallen en waarvan zij op de hoogte is, door te geven aan de bevoegde overheden en aan de territoriaal betrokken disciplines.

HOOFDSTUK 5. — *Databanken en verwerking van persoonsgegevens*

Art. 9. § 1. De Regering creëert en actualiseert een beveiligde gegevensbank met de contactgegevens van natuurlijke personen en groepen waarmee het Waalse Gewest in het kader van de artikelen 3, 3° en 4°, 6, derde lid, 4° en 8 moet interageren en die er een legitiem belang bij hebben.

In de zin van lid 1 wordt verstaan onder:

1° rechtmatig belang : het belang dat een persoon of groep (instelling, overheidsdienst, onderneming, interprofessionele federatie en vereniging) heeft om gecontacteerd te worden door het Waalse Gewest of om de gegevensbank bedoeld in lid 1 te raadplegen met het oog op risicopreventie of crisisbeheer, hetzij in uitvoering van zijn wettelijke verantwoordelijkheid op het vlak van noodplanning of het beheer van noodsituaties, hetzij ten gevolge van zijn activiteitendomein of vaardigheden;

2° contactgegevens van natuurlijke personen:

- a) naam;
- b) voornamen;
- c) functie;
- d) telefoonnummer en mobiel nummer;
- e) functioneel of algemeen e-mailadres of persoonlijk e-mailadres;

3° contactgegevens van de groeperingen:

- a) benaming;
- b) adres van de maatschappelijke zetel: straat, huisnummer, bus, postcode, plaats;
- c) telefoonnummer en mobiel nummer;
- d) functioneel of algemeen e-mailadres;
- e) persoon die wettelijk bevoegd is om de groep te binden: naam, voornamen, functie, telefoon en mobiel nummer, functioneel of algemeen e-mailadres of persoonlijk e-mailadres;
- f) contactpersoon van de groep: naam, voornamen, functie, telefoon en mobiel nummer, functioneel of algemeen e-mailadres of persoonlijk e-mailadres;

§ 2. De gegevens worden maximaal 6 jaar bewaard vanaf de datum van registratie, tenzij aan het einde van deze periode blijkt dat ze nog steeds nodig zijn voor de uitvoering van de in § 1 genoemde taken. Deze herziening wordt zo vaak als nodig en ten minste om de 2 jaar uitgevoerd.

De gegevens worden gewist zodra de Regering ervan in kennis wordt gesteld dat zij niet langer nodig zijn voor de uitvoering van de in § 1 bedoelde taken.

§ 3. De Regering wijst de verantwoordelijke aan voor de verwerking van de gegevens bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel, in de zin van artikel 4, 7) van de Algemene Verordening Gegevensbescherming, zowel voor haar eigen gegevens als voor de gegevens die zij ontvangt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 juli 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waalse Parlement 1372 (2022-2023) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juli 2023.

Bespreking.

Stemming.